

**PRESENTATION DES PRINCIPALES CONCLUSIONS DU
RAPPORT STRATEGIQUE 2018 DE L'IRES
"POUR UN DEVELOPPEMENT AUTONOME DE L'AFRIQUE"**

**Par M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES
STRATEGIQUES**

Assemblée générale du Conseil Economique, Social et Environnemental

27 septembre 2018

Mesdames, Messieurs,

Il m'est agréable de participer, aujourd'hui, à la quatre-vingt-dixième session ordinaire du Conseil Economique, Social et Environnemental afin de présenter les principales conclusions du rapport stratégique 2018 de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES), dédié au développement autonome de l'Afrique.

Le Maroc, qui accorde une importance particulière à la coopération sud-sud, place l'Afrique au cœur des priorités de sa politique étrangère. Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a toujours plaidé pour un développement "à visage humain" de l'Afrique, axé sur la mobilisation collective des pays africains pour réussir le pari de l'unité et pour asseoir le leadership de l'Afrique sur le plan international. Ses Discours mettent l'accent sur un triple impératif :

- Croire en l'Afrique.
- Travailler ensemble et échanger équitablement, à travers un partenariat *win-win*.
- Repenser l'Afrique et plaider en faveur du continent.

Mesdames, Messieurs,

Penser l'Afrique est un véritable défi, du fait de son immensité, mais, surtout, de l'extraordinaire diversité de ses peuples, de son histoire, de ses cultures, de ses reliefs et de ses richesses naturelles.

Cela explique, en partie, pourquoi ce continent est mal connu. La difficulté de produire des données homogènes et la conflictualité qui règne dans certaines parties de l'Afrique y participent, notamment.

Conformément au Message Royal du 30 août 2013, adressé aux participants à la 1^{ère} conférence des Ambassadeurs de Sa Majesté Le Roi, la dimension "Relations extérieures du Maroc" a occupé une place de choix dans le programme de travail de l'IRES. Dans le cadre de ce programme, l'Institut réserve une attention privilégiée au continent africain.

A ce titre, plusieurs études ont été menées concernant, notamment, les relations du Maroc avec les pays, respectivement, d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, le retour du Maroc à l'Union africaine, la perspective d'adhésion du Maroc à la CEDEAO, le développement rural en Afrique subsaharienne et la transition énergétique, à l'aune de la nouvelle politique africaine du Royaume. D'autres études sont en cours, ayant trait à la migration intra-africaine, à la réforme de l'Union africaine et à la gouvernance sécuritaire en Afrique.

En outre, l'IRES a dédié son rapport stratégique de l'année 2018 au développement autonome de l'Afrique. L'autonomie ne signifie pas être indépendant. Elle incarne la capacité pour l'Afrique à décider pour elle-même et à faire entendre sa voix dans le concert des nations.

Le rapport stratégique 2018, qui comprend une masse importante d'informations, a mis en évidence l'exceptionnelle richesse de la diversité africaine et a démontré tout ce que les pays africains ont à gagner, en considérant l'Afrique comme un tout, une réalité spécifique cohérente à l'échelle du continent. Son élaboration est partie du constat que l'Afrique est en marche et qu'elle a besoin, pour devenir autonome, d'une nouvelle vision du monde qui soit panafricaine, en faveur d'un projet africain planétaire et civilisationnel.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Continent profondément mosaïque, tant par sa nature que par sa culture, l'Afrique exprime sa pluralité à travers les écosystèmes naturels (biomes) qui façonnent ses paysages, ses peuples qui ont diversifié leur culture au long des âges et la coexistence, aujourd'hui, d'institutions fortement différenciées, fonctionnant à la fois selon le droit universel et le droit coutumier. Il existe bien plusieurs visages de l'Afrique, mais un seul continent, un seul berceau de l'Humanité et, en fin de compte, une seule réalité vécue.

Continent de l'espoir et des opportunités, l'Afrique sera confrontée, d'ici 2050, à plusieurs enjeux. A côté du changement climatique et de ses impacts sur l'Afrique qui ont été amplement évoqués dans le rapport stratégique 2017 de l'IRES, trois grands nœuds du futur interpellent le continent :

- **La poussée urbaine** : la rapidité de la croissance urbaine africaine (4% par an en moyenne au cours de la dernière décennie) est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Le taux d'urbanisation, au niveau du continent, est passé de 26,7% en 1980 à 40,4% en 2015 et pourrait atteindre 56% à l'horizon 2050¹. Alimentée par une dynamique démographique forte qui contribue à hauteur des deux tiers à l'urbanisation et conjuguée à un déficit de moyens, sinon de gouvernance, la poussée urbaine représente un défi systémique majeur de la croissance économique au développement humain, en passant par la qualité de l'environnement dont l'enjeu est la stabilité sociale. Toutefois, cette poussée urbaine peut devenir un formidable accélérateur de développement de l'Afrique si des réponses adéquates sont identifiées et mises en œuvre.

- **La transformation rurale** : le monde rural africain est à un tournant de son histoire. Il est le plus vaste du monde. Cet ensemble hétérogène englobe la majeure partie du continent (des zones désertiques aux montagnes tropicales) et des populations : environ 700 millions d'habitants en 2015¹. Il y règne des conditions de vie souvent difficiles : une misère endémique, la sous-alimentation de près d'un Africain sur 8 dans les zones rurales²... Trois grands changements structurent la transformation actuelle :
 - la mobilité voulue ou subie des personnes : parce que le cinquième du continent africain n'est quasiment pas habitable (déserts) et qu'environ le tiers est peu hospitalier³ (zones arides et forêts denses) ou, tout simplement, parce que le nomadisme est développé, la mobilité millénaire des Africains est encore souvent leur première condition de survie. A titre d'illustration, 75% des Africains subsahariens et près de 54% de la totalité des Africains migrent à l'intérieur du continent (2017)⁴. En outre, environ 4 millions d'Africains ont été déplacés de force en 2016⁵, soit parce qu'ils ont dû fuir des exactions de toutes sortes (conflits, persécutions...) ; qu'ils ont été chassés de leurs terres que d'autres se sont appropriées ou sanctuarisées, notamment, les populations autochtones (Maasaï en Tanzanie, Pygmées au Cameroun...), soit parce qu'ils ont été déplacés pour être relocalisés ailleurs (politiques d'aménagement du territoire).
 - la dangereuse altération des ressources naturelles. A titre d'illustration, 2/3 des terres africaines seraient déjà dégradées, impactant 485 millions d'Africains⁶. La désertification affecte principalement le Sahel, le Kalahari et la Corne de l'Afrique. Avec la sécheresse, elle cause la disparition de 12 millions hectares de terres arables chaque année⁷.
 - la trop faible modernisation de l'agriculture africaine, au regard des impératifs alimentaires de l'Afrique. En dépit du remarquable potentiel agricole du continent, 223,8 millions d'Africains entre 2014 et 2016 sont sous-alimentés, soit 18,9% de la population africaine dont 205 millions de subsahariens⁸, soit 21,3% de la population.
- **Le défi individuel et collectif de la sécurité et de la gouvernance** : l'évolution des formes de conflits et des violences qui y sont associées montre que si la pacification de l'Afrique progresse, elle est loin d'être acquise car la sécurité des biens et des personnes est, aussi, une question de gouvernance et d'éducation. Depuis 2000, environ 48% des conflits civils dans le monde ont eu lieu en Afrique⁹. En 2016, le continent africain a enregistré le plus grand nombre de conflits, s'élevant à 19, suivi par l'Asie avec 15 conflits¹⁰. Ni singularité, ni exception, la gouvernance africaine est un système hybride qui se cherche encore, entre gestion des urgences et préparation du long terme.

Pour faire face à ces grands enjeux du présent et du futur, l'Afrique a besoin de retrouver la confiance en elle-même. Ainsi, il devient urgent :

- d'inventer un **nouveau modèle africain de planification urbaine**, adapté aux défis du continent, notamment dans les pays subsahariens,
- d'enclencher un **fort processus de transformation rurale**, tout en concevant un modèle de développement agricole, capable de produire rapidement et en quantité suffisante, pour nourrir la population africaine et contribuer à la sécurité alimentaire mondiale à travers la valorisation de l'agriculture familiale et le développement de l'agriculture climato-intelligente,
- de mettre en place un **système sécuritaire, prenant en considération la spécificité africaine** et qui ne se contente pas juste de la doctrine universelle en la matière.

L'Afrique devrait, également, s'emparer des leviers suivants du changement, ouvrant l'accès au monde de demain :

- **La transition économique** : il est temps pour l'Afrique d'embrasser l'économie x.0 qui consiste à créer de la valeur ajoutée, à travers la transformation de ses ressources naturelles et à passer à l'économie de la demande, en recourant à l'économie collaborative et à l'innovation hybride. Cela requiert l'encouragement du travail indépendant et de l'entreprenariat ainsi que la mise en place des infrastructures nécessaires dont les réseaux de télécommunications.
- **La transition énergétique** : il s'agit, d'une part, d'arrêter les dégradations générées par les systèmes énergétiques actuels et, d'autre part, d'accélérer l'électrification de l'Afrique. Sans énergie, le développement de l'Afrique ne peut pas avoir lieu. D'où l'impératif de valoriser l'énorme potentiel hydroélectrique, de promouvoir les énergies renouvelables, d'exploiter les ressources en hydrocarbures et de développer la production de proximité.
- **La transition digitale** : des opérateurs du continent, parfois plus vite que leurs compétiteurs internationaux, se sont déjà lancés dans la bataille du digital qui ne fait que commencer. A ce sujet, il faudrait libérer l'accès à l'internet tout en luttant contre la cybercriminalité et aller au-delà de l'économie numérique pour dynamiser la croissance africaine de manière inclusive et durable.
- **La gouvernance économique** en privilégiant l'assainissement du climat des affaires, la définition des priorités stratégiques, la mise en place d'instruments d'évaluation fiables et transparents, l'arbitrage entre l'autonomie et le recours aux subsides étrangers.

Quant aux ressorts de l'autonomie, ils pourraient se matérialiser à travers :

- **la prise en compte du capital humain africain dans son entièreté** (migrants, femmes, jeunes...),
- **le développement de l'*ubuntu***¹ qui génère de nouveaux modèles de progrès humain par le biais de l'éducation, de l'innovation, de la confiance ou de la mobilité, en mettant l'accent sur l'Humanité (je suis un être-humain par et pour les autres),
- **la réconciliation de l'Africain avec lui-même et avec la nature** par le biais d'un vaste mouvement culturel et économique, s'appuyant sur la confiance, la mobilité et une gouvernance nouvelle,

Outre un changement de regard sur soi et un renforcement de son potentiel humain, l'Afrique, pour devenir autonome, devrait sauter les étapes, en termes de développement "*leapfrog*" pour emprunter un autre chemin vers la croissance.

Trois "grands projets", véritables *game changers* -à la fois facteurs de rupture et accélérateurs- peuvent changer la donne : l'Afrique, laboratoire vivant d'un futur écologique (espace de co-crédation et d'innovation ouverte) ; la mutualisation continentale ; l'Afrique bleue. Leurs ingrédients sont déjà là : il ne reste plus qu'à passer à une nouvelle échelle, à la fois continentale et locale.

Mesdames, Messieurs,

Terre africaine, le Maroc a la ferme volonté d'accompagner le processus de convergence économique, sociale et institutionnelle de ses partenaires africains. La politique africaine du Maroc est fondée sur le renforcement de partenariats mutuellement profitables avec les pays africains ainsi que sur l'implication assidue du Royaume en faveur des causes du continent.

Le Maroc a rapidement compris que sa contribution au développement autonome de l'Afrique ne peut revêtir qu'un caractère multiforme. Cette contribution se décline comme suit :

- **La gouvernance du continent** en faveur d'une Union africaine plus active et solidaire, en mesure de trouver des solutions aux principales préoccupations de l'Afrique, ce qui requiert une véritable réforme de l'institution panafricaine.

¹ Concept de l'*ubuntu* : "A l'inverse de l'homme blanc, l'Africain voit l'univers comme un tout organique qui progresse vers l'harmonie, où les parties individuelles existent seulement comme des aspects de l'unité universelle" (selon Fernand Schwarz). Ainsi, l'*ubuntu* est à l'origine d'une vision humaniste "aveugle à la couleur" [de peau] dite *colour-blindness*, répandue par Nelson MANDELA et Desmond TUTU

- **L'Agenda africain pour la migration**, proposé par le Royaume à l'Union africaine qui se veut le préalable à un renouvellement de la réflexion sur la question migratoire et un enjeu-clé pour assurer la libre-circulation des Africains sur leur continent.
- **La montée en compétences et l'édification du capital humain africain** : le Maroc est bien engagé dans la formation des cadres africains dans divers domaines. En effet, entre 1986 et début 2017, 5.000 cadres administratifs africains ont perfectionné au Maroc leurs connaissances et leur expertise.
- **La lutte contre la radicalisation et la diffusion d'un Islam tolérant** : le Maroc met à la disposition des pays africains son expérience en matière de maîtrise du champ religieux. En 2017, 1.000 imams ont été formés à l'Institut Mohammed VI de formation des imams prédicateurs et prédicatrices, dont 78% issus du Nigéria, du Mali, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, de Guinée, du Rwanda et de la Tanzanie.
- **Le maintien de la paix au niveau du continent** : depuis sa participation, en 1960, à la première opération de maintien de la paix au Congo, le Maroc n'a eu de cesse de contribuer à la pacification du continent. Actuellement, 1.596 militaires marocains participent à des opérations de maintien de la paix en Afrique, selon le Ministère marocain des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.
- **La transition économique de l'Afrique** : le Maroc est partie prenante de cette transition économique. Sa contribution, à ce titre, est manifeste sur trois plans : l'intégration économique, les investissements et les secteurs d'excellence :
 - Plus de 1.000 accords ont été conclus depuis 2000 par le Royaume du Maroc avec plus de 40 pays africains contre, seulement, 500 accords entre 1956 et 1999. Près de 426 accords ont été signés depuis 2014 avec 15 pays africains, impliquant 80 opérateurs économiques publics et privés et 300 partenaires africains.
 - Les flux des investissements directs marocains à destination de l'Afrique ont presque triplé entre 2007 et 2016, passant, respectivement, de 114 millions de dollars à près de 326 millions de dollars, selon l'Office des Changes. Au total, sur la période sous revue, le Maroc a investi dans le continent africain environ 3 milliards de dollars, soit 51,7% du total des investissements directs marocains à l'étranger.
 - Plus de 1.000 opérateurs marocains sont présents en Afrique. Pour la période 2008-2015, ces opérateurs ont investi près de 2,2 milliards de dollars en Afrique.

- **L'éco-transition de l'Afrique** : puissance active dans le débat international sur le climat et l'environnement et en marge de la COP22, tenue en novembre 2016, à Marrakech, le Maroc a initié le premier Sommet Africain de l'Action ayant permis, notamment, à l'Afrique de s'exprimer d'une seule voix en faveur d'une justice climatique et de fixer les axes d'une co-émergence durable.

Enfin, le Maroc a exprimé sa volonté de contribuer, en particulier, aux objectifs de l'Agenda 2063, en ciblant les secteurs d'activité et les populations où son action serait porteuse d'efficacité tant pour l'Union africaine que pour les pays, pris individuellement.

NOTES

¹ World urbanization prospects: the 2014 Revision. Online database. United Nations, Department of Economic and Social Affairs. < <https://esa.un.org/unpd/wup/> >

² Bases de données de la FAO et World Urbanization Prospects. Bases de données en ligne. Nations-Unies.:< <http://www.fao.org/statistics/databases/fr/> ; < <https://esa.un.org/unpd/wup/> > Calculs IRES

³ FAOSTAT. Base de données en ligne. FAO. <<http://www.fao.org/statistics/databases/fr/>>

⁴ Calcul IRES des données issues des Nations Unies, Département des Affaires Economiques et Sociales, Division de la Population, Migration Internationale.

⁵ Base de données de l'Observatoire des situations de déplacement interne. Calculs IRES.

⁶ Economic Commission for Africa. Africa review report on drought and desertification. 2007

⁷ Site web officiel de la Convention des Nations-unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD)

⁸ Bases de données de la FAO. Bases de données en ligne : <<http://www.fao.org/statistics/databases/fr/>>

⁹ FAO et al. The state of food security and nutrition in the world: building resilience for peace and food security. 2017

¹⁰ SIPRI. SIPRI Yearbook 2017: armaments, disarmament and international security. 2017